

In Extenso

In Extenso Audit

7 Rue Auguste Jouchoux
25000 BESANCON
Tél. : +33 (0)3 81 50 72 00
besancon@inextenso.fr
www.inextenso.fr

TRAJECTOIRE RESSOURCES

Association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901
13 Avenue Léon Blum
25200 Montbéliard

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2021

In Extenso

TRAJECTOIRE RESSOURCES

Association régie par la loi du 1^{er} Juillet 1901

13 Avenue Léon Blum

25200 Montbéliard

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 Décembre 2021

À l'assemblée générale de l'association Trajectoire Ressources,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Trajectoire Ressources relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2021 à la date d'émission de notre rapport.

In Extenso

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne les subventions d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

In Extenso

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Besançon, le 20/04/2022
Le Commissaire Aux Comptes,
In Extenso Audit
Charly CRISCUOLO

IN EXTENSO AUDIT
7, rue Auguste Touchoux - Parc Slava
25000 BESANÇON
RCS Lyon 401 870 936

BILAN ACTIF AU 31/12/2021

ACTIF	Exercice 2021 (selon ANC 2018-06)			Exercice 2020 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires				
Immobilisations incorporelles en cours				
Autres	5 262	5 262	0	0
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Immobilisations corporelles en cours				
Autres	25 321	19 472	5 849	5 788
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres				
Total I	30 583	24 734	5 849	5 788
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 475		5 475	6 246
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	48 421		48 421	58 723
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	510 868		510 868	529 670
Charges constatées d'avance	374		374	502
Total II	565 198	0	565 138	595 141
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	595 721	24 734	570 987	600 929

BILAN PASSIF AU 31/12/2021

PASSIF	Exercice 2021 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2020 (selon ANC 2018-06)
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise	474 087	459 687
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés,		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau		
Excédent ou déficit de l'exercice	2 429	14 400
Situation nette (sous total)	476 516	474 087
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	476 516	474 087
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	10 900	12 500
Total II	10 900	12 500
PROVISIONS		
Provisions pour risques	22 412	48 250
Provisions pour charges	15 439	15 115
Total III	37 851	63 365
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement	0	0
- sur autres ressources		
Total III bis	0	0
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	8 988	13 018
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	36 733	37 959
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
Total IV	45 721	50 977
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	570 987	600 929

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2021 au 31/12/2021

	Exercice 2021 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2020 (selon ANC 2018-06)
COMPTE DE RESULTAT		
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	15 475	7 425
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	318 500	285 500
Subventions		0
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	54 797	4 275
Utilisations des fonds dédiés	12 500	67 000
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	1	1
Total I	401 273	364 201
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	88 120	63 105
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	5 148	5 984
Salaires et traitements	193 764	158 306
Charges sociales	67 569	57 666
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 146	1 793
Dotations aux provisions	22 736	51 130
Reports en fonds dédiés	10 900	12 500
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	8 152	0
Total II	899 535	350 484
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	1 738	13 717

PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	783	766
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	783	766
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	783	766
3. RESULTAT COURANT avant Impôts (I - II + III - IV)	2 521	14 483
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	0	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	0	0
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	92	84
Total des produits (I + III + V)	402 056	364 967
Total des charges (II + IV + VI + VII + V(III))	899 627	350 568
SOLDE INTERMEDIAIRE	2 429	14 400
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	2 429	14 400
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	5 601	5 601
Bénévolat	1 260	1 280
TOTAL	6 861	6 881
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	5 400	5 601
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole	1 280	1 280
TOTAL	6 680	6 881



ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

De l'exercice clos le 31/12/2021

Montants exprimés en euros

TRAJECTOIRE RESSOURCES
13 Avenue Léon Blum
25200 MONTBÉLIARD
Tél : 03.81.96.04.02
aurelie.jeangerard@ressources-ville.org
Ce rapport contient 16 pages

Table des matières

1	Objet social	2
2	Nature et périmètre des activités réalisées	3
3	Faits majeurs de l'exercice	4
3.1	Evénements principaux de l'exercice	4
3.2	Principes, règles et méthodes comptables	5
3.2.1	Présentation des comptes	5
3.2.2	Méthode générale	5
3.2.3	Changement de méthode d'évaluation et de présentation	5
4	Informations relatives au bilan	6
4.1	Actif	6
4.1.1	Tableau des immobilisations	6
4.1.2	Tableau des amortissements	6
4.1.3	Immobilisations incorporelles	6
4.1.4	Immobilisations corporelles	7
4.1.5	Créances	8
4.1.6	Produits à recevoir	8
4.1.7	Charges constatées d'avances	8
4.2	Passif	9
4.2.1	Fonds propres	9
4.2.2	Provisions pour risques et charges	10
4.2.3	Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires	10
4.2.4	Fonds dédiés - tableau de suivi	11
4.2.5	Etat des dettes	12
4.2.6	Produits constatés d'avance	12
5	Informations relatives au compte de résultat	13
5.1	Ventilation des produits d'exploitation	13
5.2	Résultat par activité ou établissement	13
5.3	Ventilation de l'effectif moyen	13
5.4	Contributions volontaires en nature	14
6	Autres informations	15
6.1	Informations concernant le Droit Individuel à la Formation	15
6.2	Informations relatives à la rémunération des dirigeants	15
6.3	Evénements postérieurs à la clôture	15

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Trajectoire Ressources a pour objet de soutenir les acteurs du développement local en favorisant la mise en réseau, l'échange des pratiques, la capitalisation des expériences, la mutualisation des moyens d'informations et de réflexions. A cette fin, l'association a notamment pour missions pour :

- De favoriser la participation et les initiatives citoyennes,
- De soutenir des collectifs d'acteurs engagés dans des démarches de développement local,
- De promouvoir des démarches innovantes et des expérimentations des acteurs de la ville,
- De capitaliser et diffuser les connaissances et les savoir-faire,
- D'animer un centre de ressources politique de la ville.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

2 Nature et périmètre des activités réalisées

Les chantiers conduits, même s'ils ont été pour certains très impactés, de nombreux rendez-vous ont pu être menés en adoptant formats et méthodes :

Qualification Conseils Citoyens et acteurs : poursuite du programme et mise en œuvre d'une évaluation participative d'un Conseil Citoyen (la capitalisation sera programmée en 2022).

Cycle Oxygène : poursuite avec régularité – Oxygène devient un rendez-vous thématique mensuel avec différentes entrées thématiques.

Valeurs de la république et Laïcité :

- Bonne exploitation de l'exposition réalisée en 2020,
- Poursuite des interventions en formation (kit de 2 jours),
- Poursuite de la réalisation du journal Cetavou, organisation de différents temps d'animation avec différents sites et partenaires en fin d'année lors de la fête de la laïcité,
- Mise en œuvre d'une enquête régionale sur le programme VRL en partenariat avec la DREETS,
- Démarrage de la 1^{ère} promotion du DU Laïcité et République avec l'IUT Belfort-Montbéliard.

Transitions : Mise en place d'actions de préfiguration sur les transitions (séminaires, rencontres nationales, partenariat...) pour un développement en 2022.

Cités Éducatives :

- Poursuite de l'accompagnement des 3 cités éducatives historiques et appui à l'amorçage des nouvelles cités éducatives labellisées,
- Maintien de notre implication nationale avec le RNCRPV sur cette entrée thématique.

Lutte Contre les Discriminations : poursuite des recensements de programmes et actions existantes en amont des démarches d'évaluation.

Activité Nationale : elle s'exerce à différents niveaux :

- L'activité du réseau national des CRPV – avec notamment notre implication en octobre pour l'organisation de la rencontre nationale des équipes à Paris (2 jours – 200 participants),
- Poursuite du travail régulier avec l'État (ANCT) et nos correspondants nationaux (Cotech, groupe de travail thématique, journée d'études,
- L'aboutissement de travaux thématiques Inter réseaux : « la participation citoyenne », contribution sur les transitions, sur la future politique de la ville ...

Nos activités couvrent l'ensemble des quartiers prioritaires de la ville de Bourgogne-Franche-Comté

3 Faits majeurs de l'exercice

3.1 Événements principaux de l'exercice

Les faits significatifs au cours de l'exercice sont les suivants :

- La crise sanitaire du Covid 19 nous a contraint à fermer notre établissement au public et de mettre une partie de nos salariés en télétravail.
- La seconde application du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 « *relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif* » avec notamment la création des nouveaux postes dans le bilan et le compte de résultat pour les comptes de l'exercice de première application.
- Fin du contrat d'apprentissage au 23 juin 2021 de Mélina Elluin, qui renforçait l'équipe sur la thématique lutte contre les discriminations et soutien sur le volet communication de la structure,
- Recrutement d'un chargé de missions, Antoine Bejean au 1^{er} octobre 2021, afin de renforcer et de développer les chantiers de l'évaluation des contrats de ville, de l'enquête régionale Valeurs de la République et Laïcité à la demande de la DREETS BFC,
- Recrutement d'une chargée de missions en contrat d'apprentissage au 23 août 2021, de Laurie DA CALVA afin de renforcer le travail sur la thématique Jeunesse,
- Poursuite de la mission de Marie-Pascale Guyon, en qualité de prestataire afin d'appuyer la réalisation du projet « Fabrique citoyenne » et du projet « Hexagones ».

Événements postérieurs à la clôture

La crise sanitaire du Covid 19 se poursuit, une partie de nos salariés est toujours en télétravail.

3.2 Principes, règles et méthodes comptables

3.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

3.2.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été élaborés conformément aux règles générales applicables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité d'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices comptables.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.2.3 Changement de méthode d'évaluation et de présentation

Néant

4 Informations relatives au bilan

4.1 ACTIF

4.1.1 Tableau des immobilisations

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 262,40			5 262,40
Immobilisations corporelles	22114,47	3206,79		25321,26
Immobilisations financières				
TOTAL	27 376,87	3206,79		30 583,66

4.1.2 Tableau des amortissements

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	5 262,40	-		5 262,40
Immobilisations corporelles	16 326,36	3 145,50		19 471,86
Immobilisations financières				
TOTAL	21 588,76	3 145,50		24 734,26

4.1.3 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.3.1 Principaux mouvements

Aucun mouvement cette année.

4.1.3.2 Méthode d'amortissement

Frais d'établissement		
Frais de recherche et de développement		
Droit au bail		
Logiciels et progiciels	Linéaire	5 ans

4.1.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

4.1.4.1 Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Matériel bureau et informatique	linéaire	2 ans

4.1.4.2 Actifs acquis ou produits pour un coût global

Les principaux investissements réalisés en 2021 concernent du matériel informatique et matériel vidéoprojecteur pour un montant de 3 206.79 €.

4.1.5 Créances

Créances(a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Autres			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	5 475,00	5 475,00	
Autres	47 000,00	47 000,00	
Charges constatées d'avance	374,24	374,24	
TOTAL	52 849,24	52 849,24	-
(1) Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

4.1.6 Produits à recevoir :

- Aide au contrat d'apprentissage de Laurie Da Calva non perçu pour novembre et décembre 2021 : 1 333,32 €

4.1.7 Charges Constatées d'avance :

- la facture de téléphonie Orange de décembre 2021 contient l'abonnement de janvier 2022;

- diverses factures d'abonnement (généralement des abonnements d'un an) qui commencent en 2021 et courent jusqu'en 2022;

4.2 PASSIF

4.2.1 Fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	459 687	14 400			474 087
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau					
Excédent ou déficit	14 400	14 400	2 429		2429
Situation nette	474 087		2 429		476 516
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL	474 087		2 429		476 516

4.2.2 Provisions pour risques et charges

Les subventions de l'état est conditionnée au respect d'un budget prévisionnel de dépenses. Sur 2021, cet engagement étant partiellement respectée : une provision pour risque de reprise de subvention de 22 412 € est comptabilisée.

Provision pour risques et charges	Provisionné	Non provisionné	Total ⁽¹⁾
Provision pour risque de reprise sur subvention	22 412		22 412
variation	25 838		25838

4.2.3 Engagements pris en matière de retraite et engagements similaires

Engagements retraite	Provisionné	Non provisionné	Total ⁽¹⁾
PIDR au 01 janvier 2021	15 115		15 115
variation	324		324
PIDR au 31 décembre 2021	15 439		15 439

- La provision est calculée au 31 décembre 2021 avec les hypothèses d'un départ à la retraite à 62 ans et un taux d'actualisation de 1.34 %.

4.2.4 Fonds dédiés

Variation des fonds dédiés issus de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisation		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitations	12 500	10 900	12 500			10 900	
Contributions financières des autorités de tarification aux entités gestionnaires d'ESMS							
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	12 500	10 900	12 500			10 900	

4.2.5 Etat des dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus 1 an	Echéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine				
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2)	-	-		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 987,85	8 987,85		
Dettes fiscales et sociales	36 214,68	36 214,68		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	517,90	517,90		
Produits constatés d'avance	-	-		
TOTAL	45 720,43	45 720,43	-	-
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

(b) non compris avances et acomptes reçus sur commandes en cours

Charges à payer : 45 720.43 €

- Fournisseurs	8 987,55 €
- Congés Payé	15 800,91 €
- Charges sociales	16 498,77 €
- Salariés remboursement frais	517,90 €
- Taxe/salaires – formation continue	3 823,00 €
- Impôts sur les sociétés	92,00 €

4.2.6 Produits constatés d'avance : néant

5 Informations relatives au compte de résultat

5.1 Ventilation des produits d'exploitation

Tableau de répartition des produits d'exploitation

Ressources propres (prestations de service...)	15 475,00
Subventions	318 500,00
Produits de la tarification	
Versements	
Autres produits (transferts de charges - prod divers gest courante)	6 547,14
Total	340 522,14

5.2 Résultat par activité ou établissement

Résultat comptable de l'exercice	Déficit	Excédent
Gestion propre - activité		2 428,98
Résultat de l'exercice		2 428,98

5.3 Ventilation de l'effectif moyen

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Personnel salarié	5,20	-
TOTAL	5,20	-

Précisions : personnel salarié + mis à disposition = en équivalent temps plein

5.4 Contributions volontaires en nature

Nature de la contribution	Méthode de valorisation	Montant
Mise à disposition de locaux d'une surface de 50 m ² à la Maison des Métiers de la Ville - Montbéliard	indication de PMA = 9€/m ²	5 400,00
Mise à disposition de divers locaux	Nous avons demandé aux prêteurs les tarifs que nous aurions du payé dans le cadre de location	-
Mise à disposition gratuite des services (personne bénévoles)	coût validé en CA : 15€/heure et comptage des heures d'après nos PV de CA/Bureau et d'après les comptes rendus de nos animations	1 260,00
TOTAL		6 660,00

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, fourniture gratuite de services

Notre association a procédé à une estimation chiffrée des contributions volontaires en nature au titre de l'exercice 2021.

6 Autres informations

6.1 Informations concernant le Compte Personnel de Formation

Droits individuels à la formation	Volume d'heures de formation
Cumul des droits acquis par les salariés au cours de l'exercice	139
Cumul ayant fait l'objet d'une demande des salariés	0

6.2 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

Conformément à l'article 261-7.1°d du Code général des impôts le montant des rémunérations versé au dirigeant s'élève à : 80 636.10 € brut en 2021.

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux deux plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 80 636.10 € brut en 2021.

6.3 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales (article 431-12 du règlement ANC 2018-06)

Néant.

6.4 Evènements postérieurs à la clôture

Néant.